

1981, chapitre 31

LOI SUR LES SOCIÉTÉS D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Projet de loi n° 40

présenté par M. Jacques Parizeau

Première lecture le 30 novembre 1981

Deuxième lecture le 10 décembre 1981

Troisième lecture le 19 décembre 1981

Sanctionnée le 19 décembre 1981

**Entrée en vigueur par proclamation du Gouvernement, sauf a. 197, 1^{er} al. de a. 205 et a. 219
qui entrent en vigueur le 19 décembre 1981**

13 janvier 1982: aa. 1 à 15, 16 (sauf les mots «à la même heure et» dans le 3^e al.), 17 à 49, 162
à 167, 190 à 195, 201 à 204, 206 (1^{er} al.), 207 à 213, 216 à 218, 220 à 223
G.O., 1982, Partie 2, p. 223

Lois modifiées:

Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4)

Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)



Éditeur officiel
Québec



CHAPITRE 31

Loi sur les sociétés d'entraide économique
et modifiant diverses dispositions législatives

[Sanctionnée le 19 décembre 1981]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

TITRE I

TRANSFORMATION DES CAISSES D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE

CHAPITRE I

APPLICATION

Conti-
nuation.

1. Une caisse d'entraide économique régie par la Loi sur les caisses d'entraide économique (L.R.Q., chapitre C-3) peut se continuer en société d'entraide économique régie par le titre II.

CHAPITRE II

PROJET DE TRANSFORMATION

Prépa-
ration.

2. La Fédération des caisses d'entraide économique du Québec doit préparer, pour chaque caisse, un projet de transformation.

Assistance.

Les dirigeants et les employés de chaque caisse doivent assister la Fédération et mettre à sa disposition tous les livres et documents dont ils ont la garde.

Contenu.

3. Le projet de transformation d'une caisse doit contenir:
1° sa dénomination sociale;

2° le lieu de son siège social;

3° le montant du capital social versé le 30 novembre 1981 en distinguant la partie de ce montant qui a été souscrite avant le 23 août 1981;

4° les nom, prénom et adresse de chaque titulaire de parts sociales le 30 novembre 1981;

5° le nombre de parts sociales détenues par chaque titulaire le 30 novembre 1981, en distinguant celles qui ont été souscrites avant le 23 août 1981 ainsi que la somme d'argent que représentent ces parts sociales;

6° le nombre de parts sociales, pour chaque titulaire, qui seront converties en actions du capital-actions de la société issue de la continuation ainsi que la somme d'argent que représentent ces parts sociales;

7° la description et le montant du capital-actions autorisé de la société issue de la continuation;

8° le nombre de parts sociales, pour chaque titulaire, qui seront converties en dépôts ainsi que la somme d'argent que représentent ces dépôts;

9° les taux d'intérêts ainsi que les échéances qui seront fixés à l'égard des dépôts résultant de la conversion des parts sociales;

10° la proportion des trop-perçus qui, pour l'exercice financier en cours, pourront être affectés au paiement de l'intérêt sur les sommes versées sur les parts sociales ou au paiement de ristournes aux déposants ou emprunteurs;

11° toute autre disposition que le ministre peut déterminer.

Cas
d'exemp-
tion de
projets de
transfor-
mation.

4. Le ministre peut cependant exempter la Fédération de préparer un projet de transformation pour une caisse:

1° si une requête conjointe en vertu de l'article 98 de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4) lui a été soumise par la caisse pour la confirmation d'un acte d'accord en vue d'une fusion;

2° si un règlement changeant l'affiliation de la caisse lui a été soumis pour approbation;

3° si les membres ont décidé la liquidation de la caisse conformément à l'article 106 de cette loi;

4° si les pouvoirs de son conseil d'administration, du conseil de surveillance ou de la commission de crédit sont suspendus conformément à l'article 103 de cette loi;

5° si la caisse a reçu conformément à l'article 110 de cette loi l'avis préalable à un décret de dissolution.

Autres renseignements. **5.** En outre des renseignements que doit contenir le projet de transformation, le ministre peut exiger à l'égard de chaque caisse tout autre renseignement ou document qu'il détermine.

Approbation du ministre. **6.** Le projet de transformation ainsi qu'un résumé de ce projet doivent être transmis au ministre pour approbation.

Résumé du projet. Le résumé du projet doit contenir:

1° les données permettant aux membres d'établir le nombre de leurs parts sociales qui sera transformé en actions d'une part et, en dépôts, d'autre part;

2° la description des caractéristiques de ces actions et de ces dépôts;

3° le cas échéant, la proportion des trop-perçus qui, pour l'exercice financier en cours, pourront être affectés au paiement de l'intérêt sur les sommes versées sur les parts sociales ou au paiement de ristournes aux déposants ou emprunteurs;

4° tout autre renseignement que le ministre détermine.

Modification par le ministre. Le ministre peut approuver avec ou sans modification le projet de transformation et le résumé de ce projet.

Transmission à la Fédération et à la caisse. **7.** Après approbation du projet de transformation et du résumé de ce projet, le ministre en transmet copie à la Fédération et à la caisse concernée. Il transmet également à cette caisse les résumés du projet de transformation de toutes les autres caisses.

Renseignements exigibles. Tout membre ou créancier peut obtenir de la caisse les renseignements prévus par les paragraphes 3°, 7° et 10° de l'article 3. Le membre peut également obtenir tous les renseignements prévus par les autres paragraphes de cet article dans la mesure où ces renseignements le concernent.

Résumé du projet exigible. La caisse doit remettre à tout membre ou créancier qui en fait la demande le résumé du projet de transformation et lui permettre de consulter le résumé du projet de transformation de toute autre caisse.

Consultation de la liste des noms des membres. La caisse doit, du 1^{er} au 30 janvier 1982, permettre aux membres de consulter la liste des noms des membres inscrits aux livres ou aux registres de la caisse et d'en prendre des extraits.

CHAPITRE III

ASSEMBLÉE DE TRANSFORMATION

Assemblée spéciale. **8.** Au plus tard le 18 janvier 1982, la Fédération doit convoquer pour le 30 janvier 1982 une assemblée spéciale des membres

de chaque caisse dont le projet de transformation a été approuvé par le ministre.

Avis. L'avis est transmis à la dernière adresse du membre qui est connue.

Copie des avis transmis au ministre. Copie d'un exemplaire des avis de convocation qui seront transmis aux membres de chaque caisse est également transmise sans délai au ministre.

Convocation des membres. **9.** Doivent être convoqués à cette assemblée spéciale tous les membres et membres auxiliaires de la caisse.

Renonciation à l'avis. Tous les membres présents à cette assemblée sont réputés avoir renoncé à l'avis de convocation.

Absence d'avis. **10.** L'omission involontaire de faire parvenir l'avis de convocation ou le fait qu'un membre n'ait pas reçu l'avis ne peut invalider les décisions prises à l'assemblée spéciale ou la procédure qui y est suivie.

Contenu de l'avis. **11.** L'avis de convocation de l'assemblée spéciale doit notamment faire mention de son objet ainsi que du jour, de l'heure et de l'endroit prévus pour sa tenue.

Ordre du jour et résumé. **12.** L'avis de convocation de cette assemblée doit être accompagné de l'ordre du jour et du résumé du projet de transformation ainsi que des documents et renseignements que le ministre peut déterminer.

Point essentiel de l'ordre du jour. **13.** L'ordre du jour de l'assemblée spéciale doit notamment prévoir un point indiquant que le conseil d'administration pourra donner son avis sur le projet de transformation.

Cas d'exemption d'assemblée spéciale. **14.** Le ministre peut, pour les raisons prévues par l'article 4, permettre que l'assemblée spéciale d'une caisse ne soit pas tenue.

Président de l'assemblée. **15.** Le président de la caisse ou, s'il est absent, le vice-président est le président de l'assemblée.

Choix d'un président. Si dans les 30 minutes suivant l'heure fixée pour la tenue de l'assemblée, le président et le vice-président ne sont pas présents, les membres présents à cette assemblée choisissent parmi eux un président.

Quorum. **16.** Le quorum lors de l'assemblée spéciale est fixé au moins de 10% des membres de la caisse ou de 500 membres.

Délibération. Il suffit que le quorum soit atteint dans l'heure suivant celle fixée pour la tenue de l'assemblée pour que l'assemblée puisse délibérer.

Absence
de quorum.

Si dans l'heure suivant celle fixée pour la tenue de l'assemblée il n'y a pas quorum, l'assemblée doit être tenue le lendemain à la même heure et au même endroit, sans autre formalité; le quorum de cette assemblée est constitué des membres alors présents.

Observa-
teur du mi-
nistre.

17. Le ministre peut désigner, à titre d'observateur, une personne pour assister à l'assemblée spéciale. Cette personne doit lui faire rapport de ses observations quant au déroulement de l'assemblée et lui faire, le cas échéant, toute recommandation qu'elle juge utile.

Projet de
règlement
de trans-
formation.

18. Afin d'adopter le projet de transformation approuvé par le ministre, un projet de règlement de transformation doit être soumis aux membres lors de l'assemblée spéciale.

Adoption
du règle-
ment de
transfor-
mation.

19. Le règlement de transformation doit être adopté par au moins les trois quarts des voix exprimées par les membres présents à l'assemblée spéciale convoquée à cette fin.

Droit de
vote.

Pour cette assemblée tous les membres présents ont droit de vote sauf les mineurs âgés de moins de 16 ans.

Scrutin se-
cret.

20. Le vote est tenu par scrutin secret.

Tenue de
l'assemblée
et scrutin.

Les règles concernant la tenue de l'assemblée spéciale et du scrutin sont déterminées par la Fédération et approuvées par le ministre.

Consé-
quences de
l'adoption
du règle-
ment.

21. Si le règlement de transformation est adopté, tous les membres et titulaires de parts sociales de la caisse sont réputés avoir adopté le règlement et le projet de transformation.

Aucune
modifica-
tion au
projet.

La caisse ne peut modifier de quelque manière que ce soit les dispositions du projet de transformation, sauf dans le cas d'une erreur matérielle si le ministre l'y autorise.

Aucune
modifica-
tion au
règlement.

22. Le règlement de transformation ne peut être modifié; il ne peut non plus être abrogé que si le ministre refuse de délivrer les lettres patentes.

CHAPITRE IV

REQUÊTE DE CONTINUATION

Contenu
de la re-
quête.

23. La requête pour l'émission des lettres patentes de la société indique:

1° la dénomination sociale de la société qui est celle de la caisse en remplaçant toutefois l'expression «caisse d'entraide économique» par «société d'entraide économique»;

2° le lieu du siège social de la société qui est celui de la caisse;

3° les nom, prénom, profession et adresse des premiers administrateurs de la société qui sont les administrateurs de la caisse;

4° la description et le montant du capital-actions autorisé de la société issue de la continuation;

5° les modalités de conversion des parts sociales en actions de la société issue de la continuation.

Renseignements.

24. En outre du règlement de transformation, la requête doit aussi être accompagnée des documents, preuves et renseignements que peut déterminer le ministre.

Transmission au ministre.

25. La requête demandant la continuation de la caisse en société d'entraide économique doit être faite par les administrateurs de la caisse et transmise au ministre au plus tard le 10 février 1982.

Signature.

La requête est signée par un des administrateurs de la caisse.

Délivrance des lettres patentes.

26. Le ministre peut, s'il le juge opportun, délivrer sous son sceau les lettres patentes de la société.

Avis à la G.O.

27. Le ministre doit donner avis de la délivrance des lettres patentes dans la *Gazette officielle du Québec*.

Transformation en société.

À la date de la publication de l'avis ou à toute date antérieure ou postérieure que détermine le ministre et qui est indiquée dans l'avis, la caisse devient une société d'entraide économique régie par le titre II.

Effet de l'avis.

28. À la date de la publication de l'avis ou à celle qui est indiquée dans l'avis:

1° les lettres patentes attestent la continuation de la caisse en société d'entraide économique et la continuation de son existence en société régie par le titre II;

2° les lettres patentes de la société sont réputées être l'acte constitutif de la société dont l'existence est continuée en société régie par le titre II.

Maintien des droits et obligations.

29. Sous réserve des dispositions de la présente loi et de leur application, les droits, obligations et actes de la caisse continuée en société régie par le titre II ainsi que ceux des membres ne sont pas touchés par la continuation.

Maintien du projet de transformation.

De plus, la caisse qui a été continuée en société est liée par le projet de transformation adopté par ses membres.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Parts sociales.

30. Une caisse ne peut plus émettre de parts sociales après le 30 novembre 1981.

Emission des parts sociales.

Toutefois, une caisse dont les membres n'ont pas adopté le projet de transformation lors de l'assemblée spéciale peut à nouveau émettre des parts sociales sous réserve des lois applicables.

Suspension du remboursement des parts sociales.

31. Une caisse dont les membres ont adopté le règlement de transformation doit suspendre le remboursement des parts sociales.

Levée de la suspension.

La suspension est levée par le refus du ministre de délivrer les lettres patentes.

Conversion des parts sociales en dépôts.

32. La somme d'argent que représente toute fraction d'action qui pourrait exister suite à la conversion des parts sociales d'une caisse en actions du capital-actions d'une société d'entraide économique est ajoutée au montant des dépôts résultant de la conversion des parts sociales.

Rang des dépôts.

33. Les dépôts résultant de la conversion des parts sociales prennent rang, en cas de liquidation, après toutes les autres dettes de la société issue de la continuation mais avant les actions.

Transfert de parts sociales.

34. Toute personne peut, après le 31 janvier 1982 mais avant le 28 février 1982, acquérir, à leur valeur nominale, des parts sociales d'un membre d'une caisse qui a adopté le projet de transformation et devenir de ce seul fait membre de la caisse.

Enregistrement.

Les transferts des parts sociales doivent être enregistrés auprès de la caisse.

Registre des transferts.

Le registre des transferts doit faire état des parts sociales qui seront, après leur conversion en actions d'une société d'entraide économique, admissibles aux déductions prévues aux articles 208 à 210.

Vacance, incapacité ou démission d'un administrateur.

35. En cas de vacance, d'incapacité d'agir ou de démission d'un administrateur d'une caisse pendant la période comprise entre le 30 novembre 1981 et la date de l'assemblée spéciale ou, si le règlement de transformation est adopté, la date où le ministre refuse de délivrer les lettres patentes, le ministre peut, si les administrateurs qui demeurent en fonction ne forment pas quorum, nommer pendant cette période tout administrateur requis pour former quorum après avoir consulté la Fédération et, le cas échéant, les administrateurs alors en fonction.

Prorogation de délai.

36. Le ministre peut en tout temps proroger tout délai ou fixer toute autre date déterminés en vertu du présent titre.

TITRE II

SOCIÉTÉS D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE

CHAPITRE I

ADMINISTRATION

Surintendant.

37. Un surintendant, sous l'autorité du sous-ministre, est chargé de l'administration de la présente loi, sauf le titre I.

Affectation.

Le surintendant est affecté au ministère des Institutions financières et Coopératives.

Sous-ministre.

Le sous-ministre de ce ministère peut également agir à titre de surintendant.

Adjoints et fonctionnaires.

38. Le surintendant est assisté d'un ou plusieurs adjoints et des autres fonctionnaires jugés nécessaires.

Délégation de fonctions.

Il peut déléguer par écrit à l'une ou l'autre de ces personnes les fonctions qui lui sont confiées par la présente loi.

Nomination et rémunération.

39. Le surintendant et ses adjoints sont nommés et rémunérés conformément à la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1).

Renseignements exigibles.

40. Le surintendant peut exiger tout renseignement ou information relatif à la conduite des affaires d'une société d'entraide économique.

Garde des documents.

41. Le surintendant a la garde des documents requis pour l'administration de la présente loi, sauf le titre I.

CHAPITRE II

DÉFINITIONS

Interprétation.

42. Dans la présente loi, sauf le titre I, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

«dirigeant»;

«dirigeant»: un membre du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou de la commission de crédit, le président, le vice-président, le secrétaire et son adjoint, le trésorier et son adjoint, tout employé autorisé à consentir des prêts et tout

employé agissant sous le contrôle immédiat du conseil d'administration;

«Fédération»;

«Fédération»: la Fédération des sociétés d'entraide économique du Québec visée dans le titre III;

«règlement»;

«règlement»: un règlement adopté par le gouvernement.

CHAPITRE III

APPLICATION

Caisse continuée ou société fusionnée.

43. Le présent titre s'applique à toute caisse d'entraide économique dont l'existence a été, en vertu du titre I, continuée en société d'entraide économique ou à toute société issue d'une fusion de sociétés d'entraide économique.

Application, L.R.Q., c. C-38, ptie I.

44. Une société d'entraide économique est une corporation à laquelle la partie I de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38) s'applique compte tenu des changements nécessaires et sous réserve de la présente loi.

Exception à la ptie I.

45. Le gouvernement peut, par règlement, désigner toute disposition de la partie I de la Loi sur les compagnies qui ne s'applique pas à une société.

Application, L.R.Q., c. P-16, a. 1.

46. La Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (L.R.Q., chapitre P-16) ne s'applique pas à une société, sauf l'article 1 de cette loi.

CHAPITRE IV

OBJETS ET DÉNOMINATION SOCIALE

Développement économique régional.

47. Une société d'entraide économique est une société de financement des entreprises et des personnes qui a pour mission de favoriser le développement économique régional.

Objets.

Elle a pour objets de faire des prêts, de recevoir des dépôts et de favoriser l'éducation économique.

Dénomination sociale.

48. La dénomination sociale de la société doit comporter l'expression «société d'entraide économique».

Dénomination sociale exclusive.

Aucune autre corporation ou société ne peut inclure dans sa dénomination sociale cette expression ou l'utiliser.

CHAPITRE V

CAPITAL-ACTIONS

Capital-
actions au-
torisé.

49. Le capital-actions autorisé de la société est constitué d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 5 \$; sous réserve des articles 52 et 60, ces actions doivent comporter les mêmes droits pour chacun des titulaires.

Paiement
des ac-
tions.

50. Les actions doivent être payées en espèces et seules celles qui sont entièrement payées peuvent être émises.

Certificats
d'actions
au porteur.

51. L'émission de certificats d'actions au porteur est interdite.

Décès d'un
action-
naire.

52. La société doit, au décès d'un actionnaire qui a acquis des actions lors de la continuation ou au décès d'un actionnaire qui a acquis des actions de celui qui les a acquises lors de la continuation, acquérir ces actions si les ayants droit de cet actionnaire lui en font la demande.

Valeur des
actions.

La valeur des actions est celle fixée lors de la dernière assemblée générale annuelle qui a fixé une telle valeur ou, à défaut, cette valeur est de 5 \$.

Paiement
des actions
d'un ac-
tionnaire
décédé.

53. La société ne peut toutefois payer les actions qu'elle a acquises en vertu de l'article 52 que si, après ce paiement:

1° elle peut acquitter son passif à échéance;

2° la valeur comptable de son actif est supérieure au total de son passif et des sommes représentant la contrepartie des actions émises de son capital-actions; et

3° son endettement en dépôts est dans la limite qui lui est applicable en vertu de la section II du chapitre XI.

Responsa-
bilité soli-
daire des
adminis-
trateurs.

54. Les administrateurs qui autorisent le paiement d'actions en violation de l'article 53 sont solidairement tenus des sommes en cause non encore recouvrées.

Pres-
cription.

Le droit d'action découlant du présent article se prescrit par 2 ans à compter de l'acte reproché.

Acquisition
d'actions
par la so-
ciété.

55. La personne dont les actions ont été acquises devient créancière de la société et a le droit d'être payée aussitôt que la société peut légalement le faire ou, dans le cas d'une liquidation, d'être colloquée par préférence aux actionnaires mais après les créanciers, y compris les détenteurs des dépôts visés dans l'article 33, quant à ces dépôts.

Dividendes
en actions
prohibés.

56. La société ne peut déclarer ni payer de dividendes en actions.

CHAPITRE VI

DÉTENTION DES ACTIONS

Pourcen-
tage maxi-
mum d'ac-
tions.

57. Un actionnaire ou des actionnaires associés ne peuvent détenir plus de 5% des actions en circulation du capital-actions d'une société d'entraide économique.

Vente du
surplus.

58. Un actionnaire ou des actionnaires associés qui à la date de l'entrée en vigueur du présent article sont titulaires de plus de 5% des actions en circulation du capital-actions d'une société d'entraide économique doivent, dans les 5 ans suivant cette date, vendre ou autrement aliéner les actions détenues en violation de l'article 57.

Proroga-
tion de dé-
lai.
Registre
des trans-
ferts.

Le ministre peut proroger ce délai.

59. Une société d'entraide économique ne peut inscrire au registre des transferts les actions acquises par un actionnaire ou des actionnaires associés dans les cas suivants:

1° s'ils sont déjà titulaires de plus de 5% des actions émises du capital-actions de la société;

2° s'ils deviendraient en raison de ce fait titulaires de plus de 5% des actions émises du capital-actions de la société.

Nombre
maximum
de droits
de vote.

60. Un actionnaire, un fondé de pouvoir ou des actionnaires associés ne peuvent exercer un nombre de droits de vote supérieur à 5% de l'ensemble de ceux conférés par les actions en circulation du capital-actions d'une société.

Réglemen-
tation.

61. Le gouvernement peut par règlement déterminer les cas dans lesquels des personnes sont des actionnaires associés.

CHAPITRE VII

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Composi-
tion.

62. Le conseil d'administration d'une société d'entraide économique est formé d'au moins 5 et d'au plus 15 membres.

Qualité.

La qualité d'actionnaire n'est pas requise pour être administrateur.

Durée du
mandat.

Le mandat d'un administrateur est d'un an.

Vacance. **63.** En cas de vacance, les administrateurs peuvent nommer une personne pour la durée non écoulée du mandat.

Quorum. Toutefois, si le nombre des administrateurs qui demeurent en fonction n'est pas suffisant pour former quorum, un administrateur ou un actionnaire peut ordonner au secrétaire de convoquer une assemblée générale spéciale pour combler ces vacances.

Maintien en fonction. **64.** Un administrateur demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit réélu, remplacé ou révoqué.

Résignation de fonctions. Il peut résigner ses fonctions en donnant un avis à cet effet.

SECTION II

POUVOIRS ET DEVOIRS

Devoirs. **65.** Le conseil d'administration doit notamment:

1° respecter et faire respecter les normes établies par la Fédération;

2° mettre à la disposition du conseil de surveillance le personnel qu'il requiert pour l'exécution de ses fonctions.

Mandataires de la société. **66.** Les administrateurs et autres dirigeants et les autres représentants de la société sont considérés comme des mandataires de la société.

Présomption de bonne foi. **67.** Un administrateur est présumé avoir agi avec l'habileté convenable et tous les soins d'un bon père de famille s'il se fonde sur l'opinion ou le rapport d'un expert pour prendre une décision.

SECTION III

RÉUNION

Quorum. **68.** Le quorum du conseil d'administration est la majorité de ses membres.

Décisions du conseil. Les décisions du conseil sont prises à la majorité des voix exprimées par les administrateurs présents.

Présence d'un administrateur. **69.** Un administrateur présent à une réunion du conseil est réputé avoir approuvé toute résolution ou participé à toute mesure prise alors qu'il est présent à cette réunion, sauf dans les cas suivants:

1° s'il demande lors de la réunion que sa dissidence soit consignée au procès-verbal;

2° s'il avise par écrit le secrétaire de la réunion de sa dissidence avant l'ajournement ou la levée de la réunion.

Absence d'un administrateur. **70.** Un administrateur absent à une réunion du conseil est présumé n'avoir approuvé aucune résolution ni participé à aucune mesure prise en son absence.

SECTION IV

RÉVOCATION D'UN ADMINISTRATEUR

Assemblée
générale
spéciale.

71. Un administrateur peut être révoqué lors d'une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin.

Vacance.

72. Une vacance créée à la suite de la révocation d'un administrateur peut être comblée lors de l'assemblée où la révocation a lieu.

Avis de
convo-
cation.

L'avis de convocation de cette assemblée doit mentionner la tenue d'une telle élection si la résolution de révocation est adoptée.

Avis à
l'adminis-
trateur.

73. L'administrateur qui fait l'objet de la révocation doit être informé du lieu, de la date et de l'heure de l'assemblée dans le même délai que celui prévu pour la convocation de l'assemblée.

Audition.

Il peut y assister et y prendre la parole ou, dans une déclaration écrite que lit le président de l'assemblée, exposer les motifs de son opposition à la résolution visant sa révocation.

SECTION V

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Défense
des admi-
nistrateurs
et manda-
taires.

74. La société assume la défense de ses administrateurs et autres mandataires qui sont poursuivis par un tiers pour un acte accompli dans l'exercice de leurs fonctions et paie, le cas échéant, les dommages-intérêts résultant de cet acte, sauf s'ils ont commis une faute lourde ou une faute personnelle séparable de l'exercice de leurs fonctions.

Poursuite
pénale ou
criminelle.

Toutefois, lors d'une poursuite pénale ou criminelle, la société n'assume que le paiement des dépenses de ses administrateurs ou autres mandataires qui avaient des motifs raisonnables de croire que leur conduite était conforme à la loi ou le paiement des dépenses des administrateurs ou autres mandataires qui ont été libérés ou acquittés.

Dépenses.

75. La société assume les dépenses de ses administrateurs ou autres mandataires qu'elle poursuit pour un acte accompli dans l'exercice de leurs fonctions si elle n'obtient pas gain de cause et si le tribunal en décide ainsi.

Dépenses.

Si la société n'obtient gain de cause qu'en partie, le tribunal peut déterminer le montant des dépenses qu'elle assume.

Dépenses.

76. La société assume les obligations visées dans les articles 74 et 75 à l'égard de toute personne qui, à sa demande, a agi à titre d'administrateur pour une corporation dont elle est créancière.

Conflit
d'intérêt.

77. Un administrateur qui a un intérêt dans une entreprise mettant en conflit son intérêt et celui de la société doit, sous peine de déchéance de sa charge, divulguer son intérêt et s'abstenir de voter sur toute décision touchant l'entreprise dans laquelle il a un intérêt.

Conflit
d'intérêt.

L'administrateur est réputé avoir un intérêt dans toute entreprise dans laquelle une personne qui lui est liée, au sens des règlements, a un intérêt.

Déchéance
et inéligibilité.

L'administrateur qui est déchu de sa charge en raison d'un conflit d'intérêt devient, en outre, inéligible au poste d'administrateur d'une société pendant une période de 5 ans à compter de l'acte reproché.

Responsabilité
solidaire des
administrateurs.

78. Les administrateurs qui autorisent un prêt ou un placement en violation du présent titre ou des règlements sont solidairement tenus des pertes qui en résultent pour la société.

Prescription.

Le droit d'action découlant du présent article se prescrit par 2 ans à compter de l'acte reproché.

CHAPITRE VIII

COMMISSION DE CRÉDIT

Constitution.

79. La société peut, par règlement, constituer une commission de crédit chargée de donner son avis sur les demandes de prêts que détermine ce règlement.

Membres.

Ce règlement détermine également le nombre de membres de cette commission, leur mode de nomination, la durée de leur mandat et leur mode de rémunération.

Éligibilité.

80. Un administrateur peut être membre de la commission de crédit.

Règlement.

81. Le règlement constituant la commission de crédit n'entre en vigueur qu'après son approbation par les actionnaires.

CHAPITRE IX

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Fonctions.

82. Un conseil de surveillance est chargé de surveiller les opérations de la société.

Composition.

Le conseil est composé de trois membres.

- 83.** Les membres du conseil sont élus parmi les actionnaires lors de l'assemblée générale annuelle.
- 84.** Le mandat des membres du conseil est d'un an.
- Tout administrateur, membre de la commission de crédit, officier ou employé de la société est inéligible.
- Toutefois, le mandat d'un membre peut être étendu jusqu'à 3 ans si les règlements de la société prévoient que l'élection des membres du conseil se fait par rotation.
- 85.** Le quorum du conseil est de deux membres.
- 86.** En cas de vacance, les membres du conseil peuvent nommer un membre pour la durée non écoulée du mandat.
- Toutefois, s'il y a plus d'une vacance à combler, un membre du conseil, un administrateur ou un actionnaire peut ordonner au secrétaire de convoquer une assemblée générale spéciale pour combler ces vacances.
- 87.** Les membres du conseil demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient réélus, remplacés ou révoqués.
- Un membre du conseil peut résigner ses fonctions en donnant un avis à cet effet.
- 88.** Un membre du conseil peut être révoqué lors d'une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin.
- 89.** Une vacance créée à la suite de la révocation d'un membre du conseil peut être comblée lors de l'assemblée où la révocation a lieu.
- L'avis de convocation de cette assemblée doit mentionner la tenue d'une telle élection si la résolution de révocation est adoptée.
- 90.** Le membre qui fait l'objet de la révocation doit être informé du lieu, de la date et de l'heure de l'assemblée dans le même délai que celui prévu pour la convocation de l'assemblée.
- Il peut y assister et y prendre la parole ou, dans une déclaration écrite que lit le président de l'assemblée, exposer les motifs de son opposition à la résolution visant sa révocation.
- 91.** Le conseil doit notamment faire rapport de ses observations au conseil d'administration et, s'il le juge à propos, lui soumettre ses recommandations.
- Il doit aviser le surintendant et la Fédération et il peut convoquer une assemblée générale spéciale:

1° si le conseil d'administration ne donne pas suite à ses recommandations;

2° s'il y a violation d'une disposition légale ou réglementaire ou d'une norme établie par la Fédération se rapportant aux opérations de la société;

3° s'il découvre des pratiques financières, commerciales ou administratives répréhensibles.

Rapport
d'activités.

92. Le conseil doit, lors de l'assemblée générale annuelle, faire rapport de ses activités, y compris la façon dont la société donne suite aux avis de la commission de crédit.

Suspension
d'un em-
ployé.

93. Le conseil peut suspendre de ses fonctions un employé de la société; il doit faire rapport sans délai au conseil d'administration des motifs de la suspension. Sur réception de ce rapport, le conseil d'administration prend les mesures appropriées.

Rensei-
gnements
exigibles.

94. Le conseil a accès aux livres, comptes, valeurs et pièces justificatives de la société et toute personne qui en a la garde doit lui en faciliter l'examen. Il peut exiger des dirigeants et employés de la société les documents et renseignements nécessaires à l'exécution de ses fonctions.

CHAPITRE X

DIRIGEANTS

Conditions
de prêt.

95. Une société d'entraide économique ne peut consentir un prêt à un dirigeant ou à une personne avec qui un dirigeant a un lien de dépendance ou accepter un dépôt d'un dirigeant ou d'une personne avec qui un dirigeant a un lien de dépendance à des conditions plus avantageuses que celles qu'elle consent dans le cours normal de ses affaires.

Responsa-
bilité per-
sonnelle.

96. La personne qui consent un prêt ou accepte un dépôt en violation de l'article 95 est tenue des sommes que la société perd en raison des conditions plus avantageuses qui ont été consenties.

Pres-
cription.

Le droit d'action découlant du présent article se prescrit par 2 ans à compter de l'acte reproché.

Conflit
d'intérêt.

97. Un dirigeant autre qu'un administrateur qui a un intérêt dans une entreprise mettant en conflit son intérêt et celui de la société doit, sous peine de déchéance de ses fonctions, divulguer par écrit son intérêt à la société.

Conflit
d'intérêt.

Le dirigeant est réputé avoir un intérêt dans toute entreprise dans laquelle une personne qui lui est liée, au sens des règlements, a un intérêt.

CHAPITRE XI

OPÉRATIONS FINANCIÈRES

SECTION I

DÉPÔTS

Dépôts
d'une autre
société.

98. La société ne peut recevoir des dépôts d'une autre société d'entraide économique ou de la Fédération.

Dépôts
transfé-
rables par
ordre à des
tiers.

99. La société ne peut recevoir des dépôts transférables par ordre à des tiers, sauf si les règlements le permettent.

SECTION II

ENDETTEMENT EN DÉPÔTS

Coefficient
maximum.

100. Le montant total de l'endettement en dépôts d'une société ne peut être supérieur à cinq fois l'excédent de son actif sur son passif.

Définition.

L'endettement en dépôts d'une société est constitué des dépôts et des intérêts échus et courus sur ces dépôts.

Coefficient
supérieur à
cinq.

101. Le surintendant peut, à la demande d'une société, établir à son égard un coefficient plus élevé que cinq s'il est convaincu que la situation financière de la société le permet et que les normes établies par la présente loi et ses règlements ainsi que les normes établies par la Fédération sont respectées.

Réduction
du coeffi-
cient.

Le surintendant peut, s'il estime que la société ne répond plus aux conditions lui permettant le coefficient qu'il a établi à son égard, réduire ce coefficient jusqu'à cinq.

Détermina-
tion du
coefficient.

102. Le surintendant peut, aux conditions et pour la période qu'il détermine, permettre à une société qui en fait la demande d'excéder le coefficient de 5 ou le coefficient qu'il a établi.

Conditions
de déclara-
tion de di-
videndes.

103. Une société ne peut déclarer ni payer de dividendes si le montant total de l'endettement en dépôts excède ou excèderait de ce fait le coefficient de cinq ou le coefficient que le surintendant a établi en vertu de l'article 101 ou 102, selon le cas.

SECTION III

PRÊTS

Restriction aux emprunts. **104.** Sauf avec l'autorisation du surintendant et aux conditions que celui-ci détermine, la société ne peut consentir un prêt si le total de ses emprunts excède 1% de son endettement en dépôts ou tout autre pourcentage supérieur déterminé par règlement, mais non supérieur à 5%.

Calcul des emprunts. Est soustrait du total de ses emprunts, tout emprunt déterminé par règlement.

Renouvellement d'un prêt. **105.** L'article 104 ne s'applique pas à l'égard du renouvellement d'un prêt qui n'entraîne pas de déboursé additionnel de la part de la société.

Prêt à une autre société. **106.** La société ne peut consentir de prêt à une autre société d'entraide économique.

Garantie d'un prêt. Elle ne peut non plus consentir un prêt sur la garantie des actions de son capital-actions. Un prêt consenti avant la continuation de la société n'est pas visé en ce cas.

Catégories de prêts. **107.** Le gouvernement peut, par règlement, déterminer des catégories de prêts et établir pour l'ensemble ou l'une ou plusieurs de ces catégories ou l'un ou plusieurs des prêts de l'une de ces catégories:

1° la limite ou proportion d'actif ou d'autre élément que la société peut y consacrer;

2° le terme ou la période d'amortissement maximum de ces prêts;

3° la nature des garanties qui pourront ou devront, selon le cas, être exigées à l'occasion de ces prêts et le niveau des garanties;

4° les conditions et restrictions auxquelles ces prêts sont soumis.

Délai. Le gouvernement peut également prévoir, par règlement, un délai dans lequel une société dont les prêts ne sont pas conformes au règlement à la date de son entrée en vigueur doit s'y conformer.

Règlementation. **108.** Le gouvernement peut, par règlement, déterminer:

1° les conditions et restrictions auxquelles est assujéti un prêt consenti à un administrateur ou autre dirigeant ou à une personne avec laquelle cet administrateur ou dirigeant a un lien de dépendance;

2° les cas dans lesquels les prêts à un administrateur ou autre dirigeant ou à une personne avec laquelle cet administrateur ou dirigeant a un lien de dépendance sont interdits;

3° les prêts ou les catégories de prêts que la société ne peut consentir sans l'autorisation de la Fédération;

4° les prêts ou les catégories de prêts qui doivent être divulgués au surintendant ainsi que les mentions que doit contenir la divulgation.

Prêt à un administrateur.

109. Un administrateur ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, assister aux délibérations d'une réunion ni participer aux décisions portant sur un prêt qui lui est destiné ou qui est destiné à une personne avec laquelle il a un lien de dépendance.

Déchéance et inéligibilité.

L'administrateur qui est déchu de sa charge devient, en outre, inéligible au poste d'administrateur d'une société pendant une période de 5 ans à compter de l'acte reproché.

Divulgateur d'un prêt à un administrateur.

110. La société qui accorde un prêt à un dirigeant ou à une personne avec laquelle ce dirigeant a un lien de dépendance doit divulguer ce prêt au surintendant; la divulgation indique le nom du dirigeant ou de la personne, le montant du prêt, l'échéance, le taux d'intérêt, les garanties offertes, s'il y a lieu, et les autres renseignements prévus par règlement.

Exclusion d'un prêt de l'actif.

111. Un prêt consenti en violation de la présente section est exclu de l'actif de la société aux fins du calcul du coefficient d'endettement en dépôts, sauf si le surintendant en décide autrement.

SECTION IV

PLACEMENTS

Placements autorisés.

112. La société ne peut faire aucun placement autre que:

1° des dépôts auprès d'une banque, d'une banque d'épargne ou une institution inscrite au sens de la Loi sur l'assurance-dépôts (L.R.Q., chapitre A-26);

2° des obligations ou autres titres de créance émis par le gouvernement du Québec ou du Canada;

3° les autres placements déterminés par règlement.

Restriction aux placements.

113. Sauf avec l'autorisation du surintendant et aux conditions que celui-ci détermine, la société ne peut faire aucun des placements visés dans l'article 112, sauf ceux visés dans l'article 124, si le total de ses emprunts excède 1% de son endettement en

dépôts ou tout autre pourcentage supérieur déterminé par règlement, mais non supérieur à 5%.

Calcul des
emprunts.

Est soustrait du total de ses emprunts, tout emprunt déterminé par règlement.

Biens-
fonds.

114. La société ne peut acquérir que des biens-fonds situés au Québec.

Catégories
de biens-
fonds.

115. Le gouvernement peut, par règlement, déterminer des catégories de biens-fonds et établir pour l'ensemble ou l'une ou plusieurs de ces catégories:

1° la limite ou proportion d'actif qu'une société peut y placer;

2° les conditions et restrictions auxquelles ces placements sont soumis.

Délai.

Le gouvernement peut également, par règlement, prévoir un délai dans lequel une société dont les placements en biens-fonds ne sont pas conformes au règlement à la date de son entrée en vigueur doit s'y conformer.

Vente d'un
bien-fonds.

116. La société doit, dans un délai de 7 ans suivant son acquisition, vendre tout bien-fonds acquis afin d'assurer le paiement de toute somme qui lui était due.

Proroga-
tion de dé-
lai.

Le surintendant peut en tout temps proroger ce délai.

Détention
de place-
ment.

117. La société peut continuer à détenir tout placement effectué conformément à la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit avant sa continuation en société régie par le présent titre.

Obligation
de vendre
un bien.

118. Le surintendant peut ordonner à la société de vendre ou autrement aliéner tout bien acquis en violation de la présente section et déterminer le délai dans lequel il doit être vendu ou aliéné.

Délai
d'exé-
cution.

Tout bien qui n'a pas été vendu ni aliéné à l'expiration du délai imparti est exclu de l'actif de la société aux fins du calcul du coefficient d'endettement en dépôts.

SECTION V

EMPRUNTS

Besoins
tempo-
raires de
liquidités.

119. La société ne peut emprunter que pour des besoins temporaires de liquidités découlant de ses opérations.

Autorisa-
tion de la
Fédé-
ration.

120. La société ne peut effectuer un emprunt, y compris une convention de crédit, à moins d'avoir obtenu l'autorisation de la

Fédération; cette autorisation peut être assortie de conditions et de restrictions.

Convention
de crédit.

Une autorisation donnée à l'égard d'une convention de crédit dispense la société de toute autre autorisation à l'égard d'un emprunt effectué en vertu de cette convention.

Garantie
d'un bien
de la so-
ciété.

121. À l'exception d'un immeuble qu'elle détient pour son propre usage, la société ne peut hypothéquer, nantir, mettre en gage ou autrement donner en garantie un bien qu'elle détient.

Exception.

La Fédération peut toutefois autoriser la société à donner ces garanties; cette autorisation peut être assortie de conditions et restrictions. La Fédération doit, en ce cas, aviser le surintendant; cet avis indique le nom de la société, celui du prêteur, le montant du prêt, l'échéance, le taux d'intérêt, les garanties offertes et les autres renseignements prévus par règlement.

Avance
d'argent.

122. Aucune autorisation n'est cependant requise à l'égard d'une avance d'argent consentie en vertu de l'article 40 de la Loi sur l'assurance-dépôts (L.R.Q., chapitre A-26).

Avis.

En ce cas, la société doit cependant aviser la Fédération et le surintendant.

Prêt à une
autre so-
ciété.

123. Une société ne peut emprunter auprès d'une autre société d'entraide économique.

SECTION VI

LIQUIDITÉS

Maintien
des liquidi-
tés.

124. Une société doit maintenir en tout temps des liquidités suffisantes.

Actifs li-
quides.

Sont des actifs liquides aux fins du premier alinéa:

1° l'encaisse;

2° les dépôts d'un terme inférieur à 93 jours;

3° les dépôts auprès de la Fédération, autres que ceux qu'elle doit maintenir en vertu de l'article 126;

4° les titres de créance émis par le gouvernement du Québec ou du Canada dont l'échéance est de 185 jours ou moins; et

5° les autres actifs déterminés par règlement.

Liquidités
insuffi-
santes.

125. Le surintendant peut, lorsqu'il estime que les liquidités sont insuffisantes, aviser la société de celles qu'il estime suffisantes et du délai dans lequel la société doit atteindre ces liquidités suffisantes.

Numé-
raires.

126. Une société doit maintenir en tout temps en dépôts auprès de la Fédération des numéraires représentant un pourcentage minimum du passif constitué par les dépôts reçus par la société.

Pourcen-
tage mini-
mum.
Défaut d'a-
vis.

Le pourcentage minimum est fixé par règlement.

127. Une société qui ne se conforme pas à l'avis visé dans l'article 125 ne peut, tant qu'elle est en défaut, consentir un prêt ou faire un placement autre que ceux visés dans les paragraphes 1° à 4° du deuxième alinéa de l'article 124.

Respect du
pourcen-
tage de nu-
méraires.

Une société qui ne respecte pas le pourcentage de numéraires prévu par l'article 126 ne peut consentir un prêt ou faire un placement autre qu'un dépôt auprès de la Fédération et autre qu'un placement visé dans les paragraphes 1° à 4° du deuxième alinéa de l'article 124.

Renouvel-
lement
d'un prêt.

128. L'article 127 ne s'applique pas à l'égard du renouvellement d'un prêt qui n'entraîne pas de déboursé additionnel de la part de la société.

Proroga-
tion de dé-
lai.

129. Le ministre peut, s'il estime qu'une société n'est pas en mesure de se conformer lors de sa continuation en société à l'article 124 ou 126, accorder à cette société, aux conditions qu'il détermine, un délai pour s'y conformer.

CHAPITRE XII

RAPPORT ANNUEL

Assemblée
générale
annuelle.

130. La société doit tenir l'assemblée générale annuelle dans les 3 mois de la fin de son exercice financier.

Contenu
du rap-
port.

131. Le rapport annuel présenté aux actionnaires doit en outre contenir:

1° les nom, prénom et adresse des administrateurs;

2° le nombre des actionnaires;

3° l'état de l'actif et du passif, l'état des résultats, l'état de l'évolution de la situation financière et l'état des bénéfices non répartis;

4° le rapport du vérificateur.

Prépara-
tion du rap-
port.

Le conseil d'administration doit préparer le rapport annuel dans les 3 mois qui suivent la fin de l'exercice financier de la société. Le conseil d'administration en transmet copie dans ce délai au surintendant et à la Fédération.

États financiers.

132. Les états visés dans le paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 131 doivent être approuvés par le conseil d'administration; l'état de l'actif et du passif doit être signé, pour le conseil d'administration, par deux administrateurs.

CHAPITRE XIII

DIVULGATION FINANCIÈRE

Divul-
gation au su-
rintendant.

133. La société doit, dans les 3 mois qui suivent la fin de son exercice financier, préparer et transmettre au surintendant et à la Fédération un état exposant sa situation financière.

Rensei-
gnements.

Cet état comprend les renseignements et documents en la forme et la teneur que le surintendant détermine.

Signature.

Cet état doit être signé, pour le conseil d'administration, par deux administrateurs.

Rapport.

134. La société doit également produire, à toute époque que le surintendant détermine, tout état ou rapport que celui-ci détermine. Elle en transmet copie à la Fédération.

Rensei-
gnements
exigibles.

135. Le surintendant peut requérir tout renseignement ou précision supplémentaire qu'il détermine à l'égard de l'état visé dans l'article 133 ou 134. La société doit les fournir au surintendant dans le délai qu'il détermine.

Transmis-
sion.

Le surintendant peut en transmettre copie à la Fédération.

CHAPITRE XIV

VÉRIFICATION

Vérifi-
cation an-
nuelle.

136. Les livres et comptes de la société doivent être vérifiés chaque année par un vérificateur.

Nomina-
tion du vé-
rificateur.

137. À défaut par l'assemblée générale annuelle de nommer un vérificateur, le surintendant nomme un vérificateur et fixe la rémunération que la société doit lui verser.

Inhabilité.

138. Aucun dirigeant ou employé de la société ou d'une corporation dans laquelle la société a placé des fonds ou à qui elle a consenti un prêt ne peut être vérificateur de la société.

Accès aux
livres.

139. Le vérificateur a, pour remplir ses fonctions, accès à tous les livres, registres, comptes et autres dossiers de la société et toute personne en ayant la garde doit lui en faciliter l'examen.

Rensei-
gnements
exigibles.

Il peut aussi exiger des dirigeants et des employés de la société les renseignements et explications nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.

Rapport
annuel.

140. Le vérificateur doit, lors de l'assemblée générale annuelle, présenter aux actionnaires un rapport sur la situation financière de la société à la fin de l'exercice financier.

Contenu
du rap-
port.

141. Le vérificateur doit indiquer dans son rapport s'il est d'avis, en se fondant sur les livres, comptes et registres de la société, sur les explications reçues et sur tous les renseignements obtenus, que les états présentent fidèlement le résultat des opérations de la société au cours de l'exercice financier ainsi que sa situation financière à la fin de cet exercice ou, s'il est d'avis qu'ils ne les représentent pas fidèlement ou que des renseignements pertinents concernant les affaires de la société n'ont pas été révélés ou obtenus, il doit en fournir l'explication.

Audition.

142. Le vérificateur a droit d'assister à toute assemblée des actionnaires et d'y être entendu sur toute question relative à ses fonctions.

Avis au
vérifi-
cateur.

Le secrétaire doit transmettre tout avis de convocation d'une assemblée au vérificateur.

Présence
obligatoire
du vérifica-
teur.

143. Un administrateur ou dix actionnaires peuvent, par avis transmis dix jours avant la tenue d'une assemblée, y convoquer le vérificateur. Le vérificateur est alors tenu d'assister à cette assemblée.

Vérifica-
tion pro-
longée ou
spéciale.

144. Le surintendant peut ordonner que la vérification annuelle des opérations de la société soit poursuivie ou étendue ou, s'il estime que cela est nécessaire, qu'une vérification spéciale soit effectuée.

Nomina-
tion du vé-
rificateur.

Le surintendant peut nommer à cet effet un vérificateur et les dépenses engagées pour cette vérification sont à la charge de la société.

CHAPITRE XV

INSPECTION

Affaires in-
ternes et
activités.

145. Le surintendant inspecte ou fait inspecter, au moins une fois chaque année, les affaires internes et les activités de la société pour assurer le respect de la présente loi, de ses règlements et des normes de la Fédération ainsi que pour assurer la protection des déposants, des créanciers et des actionnaires.

Objets de l'inspection.

146. L'inspection a notamment pour but de vérifier:

- 1° l'exactitude des renseignements et des informations fournis dans les états et rapports prévus dans le présent titre;
- 2° la suffisance des mesures de sécurité relatives aux fonds confiés à la société;
- 3° les pratiques financières, commerciales et administratives suivies par la société;
- 4° la situation financière de la société.

Inspection sur demande des actionnaires.

147. Le surintendant inspecte ou fait inspecter également les affaires d'une société chaque fois qu'au moins 100 actionnaires en font la demande.

Rapport du surintendant.

Le surintendant transmet en ce cas copie de son rapport d'inspection à la société qui a été inspectée.

Accès aux livres.

148. L'inspecteur a accès en tout temps aux livres, registres, comptes et autres dossiers de la société et toute personne en ayant la garde doit lui en faciliter l'examen. Il peut prendre copie de tous ces documents.

Renseignements exigibles.

L'inspecteur peut aussi exiger des dirigeants et des employés de la société les renseignements et explications nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.

Assemblée générale spéciale.

149. Le surintendant peut, à la suite de l'inspection, ordonner la convocation d'une assemblée générale spéciale pour remettre aux actionnaires l'information qu'il juge pertinente.

CHAPITRE XVI

ADMINISTRATION PROVISoire

Suspension des pouvoirs du conseil d'administration.

150. Le ministre peut suspendre les pouvoirs du conseil d'administration et nommer, pour la période qu'il détermine, un administrateur qui en exerce les pouvoirs si, suite à une inspection ou à un état ou des rapports exigés par le présent titre ou les règlements, il estime:

- 1° que des éléments de l'actif ont fait l'objet d'un détournement;
- 2° que l'actif est insuffisant pour assurer efficacement la protection des déposants, des créanciers et des actionnaires;
- 3° qu'il y a eu faute grave, malversation ou abus de confiance d'un ou plusieurs administrateurs ou que les administrateurs man-

quent gravement aux obligations imposées par le présent titre et les règlements adoptés en vertu de la présente loi ou les normes de la Fédération;

4° que certaines des pratiques financières, commerciales ou administratives suivies par la société sont de nature à déprécier la valeur de ses titres.

Audition.

151. Le ministre doit cependant, avant de suspendre les pouvoirs du conseil d'administration, permettre aux administrateurs de la société et à la Fédération de se faire entendre.

Rapport de l'administrateur provisoire.

152. L'administrateur doit présenter au ministre, dans les meilleurs délais, un rapport circonstancié de ses constatations, accompagné de ses recommandations.

Durée du mandat.

Il demeure en fonction jusqu'à l'expiration de la période pour laquelle il a été nommé, à moins que le ministre ne prolonge son mandat ou n'y mette fin plus tôt.

Pouvoirs du ministre.

153. Le ministre peut, à la suite du rapport de l'administrateur:

1° lever la suspension des pouvoirs du conseil d'administration;

2° révoquer les administrateurs et ordonner la tenue d'une assemblée générale spéciale des actionnaires afin d'élire de nouveaux administrateurs;

3° ordonner, aux conditions qu'il détermine, la liquidation de la société et nommer un liquidateur.

Inéligibilité.

L'administrateur qui est révoqué devient inéligible au poste d'administrateur d'une société pendant une période de 5 ans à compter de l'acte reproché.

Effet d'une ordonnance de liquidation.

154. La décision ordonnant la liquidation a le même effet qu'une ordonnance rendue par un juge de la Cour supérieure en vertu de l'article 24 de la Loi sur la liquidation des compagnies (L.R.Q., chapitre L-4); pour le surplus, la section IV de cette loi s'applique à cette liquidation compte tenu des changements nécessaires.

Rapport au ministre.

155. L'administrateur doit, à la fin de son mandat, faire au ministre un rapport complet de son administration.

Frais de l'administration provisoire.

Les frais, honoraires et déboursés de l'administration provisoire sont à la charge de la société à moins que le ministre n'en ordonne autrement.

CHAPITRE XVII

FUSION ET LIQUIDATION

Fusion. **156.** Une société ne peut fusionner qu'avec une ou plusieurs autres sociétés d'entraide économique.

Liquidation. **157.** Une société qui décide sa liquidation doit transmettre au surintendant et à la Fédération copie certifiée conforme de toute résolution adoptée par les actionnaires concernant la liquidation de la société et la nomination d'un liquidateur.

Approbation de la liquidation. **158.** La résolution approuvant la liquidation ne prend effet que si le surintendant l'a approuvée et à la date qu'il détermine; le surintendant peut, avant de donner son approbation, substituer le liquidateur de son choix à tout liquidateur nommé dans la résolution.

Nomination d'un liquidateur par le surintendant. Aux fins de la Loi sur la liquidation des compagnies, le liquidateur nommé par le surintendant est réputé avoir été nommé par les actionnaires sauf dans les cas prévus par les articles 6 et 7 de cette loi, le surintendant agissant dans ces cas aux lieu et place des actionnaires.

Effet de la résolution de liquidation. **159.** À compter de la prise d'effet de la résolution, toute action ou procédure par voie de saisie-arrêt, saisie avant jugement, saisie-exécution ou autrement, contre les biens de la société doit être suspendue.

Créanciers. Les frais faits par un créancier après qu'il eut connaissance de la liquidation, notamment par son procureur, ne peuvent être colloqués sur le produit des biens de la société qui est distribué en conséquence de la liquidation.

Instance et procédure. Un juge de la Cour supérieure du district où est situé le siège social de la société peut néanmoins, aux conditions qu'il estime convenables, autoriser l'introduction d'une instance ou la continuation de toute procédure.

Cautionnement. **160.** Avant de prendre possession des biens de la société, le liquidateur doit donner un cautionnement suffisant pour garantir l'accomplissement de ses fonctions. À la demande du surintendant ou de tout autre intéressé, un juge de la Cour supérieure peut déterminer le montant et la nature de ce cautionnement, et l'augmenter selon les circonstances.

Rapport sommaire. **161.** Le liquidateur doit, dans les 7 jours qui suivent l'expiration de toute période de 3 mois, faire au surintendant ainsi qu'au conseil d'administration de la société un rapport sommaire de ses activités pour cette période.

Rapport
complet.

Lorsque la liquidation de la société est terminée, le liquidateur doit faire au surintendant un rapport complet de ses activités.

TITRE III

FÉDÉRATION DES SOCIÉTÉS D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Consti-
tution.

162. Le gouvernement peut constituer une corporation sous le nom de «Fédération des sociétés d'entraide économique du Québec».

Membres.

Les sociétés d'entraide économique sont membres de cette Fédération.

Applica-
tion.
L.R.Q.,
c. C-38,
ptie I.

163. La partie I de la Loi sur les compagnies s'applique à la Fédération, compte tenu des changements nécessaires et sous réserve des dispositions de la présente loi, sauf les articles 3 à 30, 34, 34.1, 37 à 43, 45 à 76, 78 à 82, 84, 86, les sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 2 de l'article 91, les articles 93 à 96, les sous-paragraphes *j* et *k* du paragraphe 3 de l'article 98, les articles 102 et 103, les sous-paragraphes *d* et *e* du paragraphe 1 et le paragraphe 2 de l'article 104 et les articles 122 et 123.0.1.

Exception
à la ptie I.

164. Le gouvernement peut, par règlement, désigner d'autres dispositions de la partie I de la Loi sur les compagnies qui ne s'appliquent pas à la Fédération.

Interpré-
tation.

Dans l'interprétation des dispositions de la partie I de la Loi sur les compagnies, le mot «compagnie» signifie la «Fédération» et le mot «actionnaire» signifie un membre de la Fédération.

Interpré-
tation rela-
tive au
vote.

Lorsqu'une disposition de cette partie exige le vote d'actionnaires représentant une proportion déterminée du capital-actions d'une compagnie, une telle disposition doit être interprétée comme exigeant, aux fins de l'application de l'article 163, un nombre de voix égal à la proportion déterminée en valeur.

Nomina-
tion des
premiers
adminis-
trateurs.
Élection
des
adminis-
trateurs.

165. Les premiers administrateurs de la Fédération sont nommés par le gouvernement.

Ces administrateurs convoquent une assemblée des membres pour notamment élire les administrateurs; cette assemblée doit être tenue dans le délai fixé par le décret de nomination.

Composition.

166. Le conseil d'administration de la Fédération est composé d'au moins 7 administrateurs.

CHAPITRE II

OBJETS

Objets.

167. La Fédération a pour objets:

1° de protéger les intérêts des sociétés, de favoriser l'atteinte de leurs objets et de promouvoir leur développement;

2° d'agir sur les sociétés, dans la mesure prévue dans la présente loi, comme organisme de contrôle;

3° de fournir aux sociétés des services d'éducation, d'information, de consultation, d'assistance technique et d'autres services semblables;

4° d'établir et d'administrer un fonds de liquidités pour le bénéfice des sociétés.

CHAPITRE III

POUVOIRS ET DEVOIRS

Normes.

168. La Fédération doit établir des normes, non contraires à la loi et aux règlements, applicables aux sociétés et concernant les matières suivantes:

1° les provisions pour créances douteuses qu'elles doivent maintenir;

2° le mode de comptabilité qu'elles doivent adopter;

3° tout sujet en matière financière et administrative qu'elle détermine;

4° les matières prévues par l'article 107, le paragraphe 3° de l'article 108, l'article 115 et les paragraphes 1° à 3°, 5° et 15° de l'article 190.

Appro-
bation.

Ces normes n'ont d'effet qu'après leur approbation par le gouvernement.

Réglemen-
tation.

La Fédération n'est pas tenue d'établir une norme sur une matière visée dans le premier alinéa si un règlement sur cette matière a été adopté par le gouvernement.

Respect
des nor-
mes.

169. La Fédération doit aviser le surintendant de tout défaut par une société de respecter les normes qu'elle a établies.

Pouvoirs.

170. La Fédération peut:

1° élaborer des politiques sur toute matière permettant aux sociétés de réaliser leurs objets;

2° examiner les livres et les comptes des sociétés;

3° faire les inspections qui lui sont confiées par mandat du surintendant;

4° faire des conventions avec une société pour surveiller, diriger ou gérer ses affaires pendant une période déterminée.

Règlement.

171. La Fédération détermine, par règlement, après la première assemblée de ses membres:

1° les règles selon lesquelles ses membres sont représentés aux assemblées et la base qui sert à fixer le nombre de voix qu'ils possèdent et, le cas échéant, le nombre de personnes que chaque membre peut y déléguer;

2° le mode de constitution de son conseil d'administration, le nombre des administrateurs, le mode d'élection et le quorum du conseil d'administration.

Emprunt et dépôts.

172. La Fédération ne peut:

1° emprunter d'une société ou avec la garantie d'une société;

2° accepter d'autres dépôts que ceux qu'elle reçoit des sociétés.

Avances aux sociétés.

173. À l'exception des avances aux sociétés, la Fédération ne peut consentir aucun prêt.

Dépôts auprès d'une société.

174. La Fédération ne peut faire de dépôts auprès d'une société.

Actions.

175. La Fédération peut, avec l'autorisation du ministre, acquérir ou détenir des actions d'une corporation dont les objets sont de rendre les services techniques ou financiers déterminés par règlement du gouvernement.

Actions.

176. La Fédération ne peut détenir ou acquérir quelque part ou action d'une autre corporation que celle visée dans l'article 175.

Emprunt d'une société.

177. La Fédération peut emprunter d'une société ou avec la garantie d'une société pour acquérir ou détenir des actions d'une corporation dont les objets sont de rendre des services financiers. Une société est autorisée à lui prêter ou à accorder une garantie à cette fin.

Conditions du prêt.

La société ne peut accorder ou garantir un prêt que si elle se conforme et se conformerait du fait de ce prêt aux dispositions du

chapitre XI du titre II et des règlements ou des normes, selon le cas, qui s'y rapportent.

Cotisation. **178.** La Fédération peut dans le cas prévu par l'article 175 imposer aux sociétés le paiement d'une cotisation.

CHAPITRE IV

COTISATIONS

Cotisation de base. **179.** La Fédération peut fixer, pour chaque exercice financier, une cotisation de base et toute autre cotisation qu'elle juge nécessaire.

Paiement. Une société est tenue de payer ces cotisations.

Services particuliers. **180.** La Fédération peut également fixer une cotisation à l'égard d'une société qui convient de se prévaloir de services particuliers offerts par la Fédération.

Détermination des cotisations. **181.** Pour déterminer le montant des cotisations, les sociétés doivent fournir les rapports que peut exiger la Fédération.

Rapports. La forme et la teneur de ces rapports ainsi que le moment où ils doivent être faits et transmis sont déterminés par la Fédération.

CHAPITRE V

FONDS DE LIQUIDITÉS

Dépôts des sociétés. **182.** Le fonds de liquidités est composé des sommes qui sont déposées par les sociétés auprès de la Fédération.

Actifs. **183.** Les actifs du fonds de liquidités sont placés en la manière prévue par les paragraphes 1°, 2° et 4° de l'article 124 et en la manière que le gouvernement détermine par règlement.

Dépôts à vue. **184.** La Fédération doit placer sous forme de dépôts à vue auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec un montant qui est établi en fonction d'un pourcentage et en fonction d'actifs que le gouvernement détermine par règlement.

Avances aux sociétés. **185.** La Fédération peut, sur le fonds de liquidités, faire des avances aux sociétés selon les règles déterminées par règlement.

Revenus. **186.** Les revenus provenant du fonds de liquidités en excédent des dépenses y afférentes ne peuvent être distribués autrement que sous forme d'intérêts sur les sommes qui y sont déposées par les sociétés.

Actifs distincts. **187.** Les actifs du fonds de liquidités doivent être distincts de ceux de la Fédération. Ces actifs doivent être désignés dans les livres, registres et comptes de la Fédération de manière à être séparés de ceux de la Fédération.

Dossiers et comptes séparés. La Fédération doit tenir des dossiers et comptes séparés de toutes les opérations qui s'y rapportent.

Garantie d'un emprunt. **188.** La Fédération ne peut donner en garantie d'un emprunt aucun actif du fonds de liquidités sauf dans le cas d'une avance qui lui est consentie en vertu de l'article 40 de la Loi sur l'assurance-dépôts.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Dispositions applicables à la Fédération. **189.** Les articles 71 à 77 et 97 et les chapitres XII à XVI du titre II s'appliquent à la Fédération, compte tenu des changements nécessaires.

TITRE IV

RÈGLEMENTS

Règlementation. **190.** Outre les pouvoirs de réglementation qui lui sont conférés par la présente loi, le gouvernement peut, par règlement:

1° établir ou interdire un ou plusieurs modes de rémunération applicables aux dirigeants ou employés d'une société et déterminer à cet égard des catégories de personnes et des règles applicables à chaque catégorie;

2° établir des règles concernant la nature et la quotité des frais et honoraires qui peuvent être imposés aux déposants ou emprunteurs d'une société et prévoir les cas où ces frais et honoraires sont interdits;

3° déterminer le moment où les déposants de la société doivent être informés des frais afférents à leurs dépôts et les modalités suivant lesquelles ils doivent l'être;

4° prévoir les cas où une société peut recevoir des dépôts transférables par ordre à des tiers;

5° déterminer le moment où les déposants de la société doivent être informés des taux d'intérêts afférents à leurs dépôts, les modalités suivant lesquelles ils doivent l'être de même que le mode de calcul des intérêts payés;

6° déterminer la forme des rapports d'inspection faite pour le surintendant et les renseignements qu'ils doivent contenir;

7° déterminer la nature, la forme et la teneur des livres, comptes et registres qui doivent être tenus par une société ainsi que la manière dont ils doivent être tenus;

8° définir, aux fins de l'application de chacun des articles où elles y apparaissent, les expressions «lien de dépendance», «personne liée» et «excédent de l'actif sur le passif»;

9° déterminer la procédure à suivre et les avis à donner avant que le ministre ne suspende les pouvoirs du conseil d'administration d'une société;

10° déterminer les méthodes à suivre pour l'évaluation de l'actif et du passif d'une société;

11° prescrire la nature des vérifications comptables touchant les états et rapports que doit présenter une société au surintendant ainsi que la forme de l'attestation du vérificateur;

12° établir des normes concernant les provisions pour créances douteuses que les sociétés doivent maintenir;

13° établir le mode de comptabilité que doivent adopter les sociétés;

14° établir des normes applicables aux sociétés sur tout sujet en matière financière et administrative;

15° déterminer les assurances que doit prendre une société pour s'assurer contre les risques d'incendie, de vol, de responsabilité publique et patronale et de détournement de fonds de la part de ses dirigeants ainsi que les montants de ces assurances;

16° prescrire les emprunts qui doivent être soustraits du total des emprunts visé dans les articles 104 et 113;

17° prescrire les renseignements que doivent contenir la divulgation visée dans l'article 110 et l'avis visé dans l'article 121;

18° prévoir dans un règlement adopté en vertu des paragraphes 1° à 3°, 5°, 12° à 15° et de l'article 107, du paragraphe 3° de l'article 108 et de l'article 115 qu'il a pour effet de remplacer toute norme établie en vertu de l'article 168;

19° déterminer les placements visés dans le paragraphe 3° de l'article 112 et les actifs visés dans le paragraphe 5° de l'article 124;

20° déterminer les pourcentages visés dans les articles 104, 113 et 126;

21° déterminer les règles selon lesquelles la Fédération peut faire des avances aux sociétés conformément à l'article 185;

22° adopter à l'égard de la Fédération des sociétés d'entraide économique du Québec, ou lui rendre applicables, avec ou sans modification, les règlements que le gouvernement peut adopter en vertu de la présente loi;

23° adopter, aux fins du titre I, toute disposition permettant de suppléer à toute omission afin d'assurer la continuation d'une caisse en société d'entraide économique;

24° adopter toutes dispositions transitoires et autres mesures utiles pour permettre l'application de la présente loi.

Entrée en
vigueur.

191. Les règlements adoptés en vertu de la présente loi entrent en vigueur à la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée. Le règlement adopté en vertu des paragraphes 23° et 24° de l'article 190 peut également, une fois publié et s'il en dispose ainsi, s'appliquer à compter de toute date non antérieure au 30 novembre 1981.

TITRE V

INFRACTIONS ET PEINES

Infrac-
tions.

192. Commet une infraction toute personne qui:

1° enfreint une disposition de la présente loi, des règlements ou des normes établies en vertu de l'article 168;

2° fournit au ministre, au surintendant ou à une personne à qui il a délégué ses fonctions des documents ou renseignements faux ou inexacts;

3° refuse ou néglige de produire un état ou un rapport exigé par la présente loi, les règlements ou les normes établies en vertu de l'article 168;

4° produit un état ou rapport qu'elle sait faux ou fait dans un livre ou un registre une inscription qu'elle sait être fausse ou refuse ou néglige d'en faire une exigée par la présente loi, les règlements ou les normes établies en vertu de l'article 168;

5° entrave ou tente d'entraver, de quelque façon que ce soit, une personne qui fait un acte que la présente loi l'oblige ou l'autorise à faire.

Infractions.

193. Une personne qui, sciemment, par acte ou par omission cherche à aider une personne à commettre une infraction ou qui conseille à une personne de la commettre, l'y encourage ou l'y incite, est elle-même partie à l'infraction et est passible de la même peine que celle prévue pour la personne qui l'a commise, que cette dernière ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

Peine.

194. Une personne qui commet une infraction est passible, sur poursuite sommaire, en plus des frais, d'une amende d'au moins 300 \$ et d'au plus 10 000 \$ pour chaque infraction et d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus 20 000 \$ pour chaque récidive survenant dans les deux ans.

Poursuite par le Procureur général.

195. Une poursuite est intentée suivant la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15) par le Procureur général ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement à cette fin.

Prescription.

Une poursuite intentée en vertu de la présente loi se prescrit par 2 ans à compter de la date de l'infraction.

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Dépôt inférieur à 500 \$.

196. Un dépôt de 500 \$ ou moins issu de la conversion de parts sociales en vertu de la présente loi qui serait autrement un dépôt garanti par la Régie de l'assurance-dépôts du Québec est garanti même si l'instrument qui constate les obligations de la société n'en est pas un qui est visé dans le paragraphe *b* de l'article 2 des Règlements généraux adoptés en vertu de la Loi sur l'assurance-dépôts (L.R.Q., chapitre A-26).

Permis de la Régie de l'assurance-dépôts.

197. La Régie de l'assurance-dépôts du Québec peut, aux conditions qu'elle détermine, délivrer à une caisse d'entraide économique un permis qui expire le 30 novembre 1982 même si la caisse ne satisfait pas aux dispositions de la Loi sur l'assurance-dépôts et de ses règlements qui concernent l'obtention d'un permis.

Suspension ou révocation du permis.

Un permis ainsi délivré peut en tout temps être suspendu ou révoqué par la Régie. Toutefois la Régie doit permettre à la caisse de se faire entendre dans les 15 jours suivant la suspension ou la révocation du permis.

Effet rétroactif limité.

Le permis que la Régie peut délivrer en vertu du présent article peut avoir effet, s'il en dispose ainsi, à compter de toute date non antérieure au 15 novembre 1981.

Permis
déjà déli-
vré.

198. Tout permis délivré en vertu de la Loi sur l'assurance-dépôts à une caisse qui s'est continuée en société d'entraide économique demeure valide jusqu'au 31 août 1982.

Suspension
ou révoca-
tion d'un
permis.

Ce permis peut toutefois être suspendu ou révoqué en tout temps par la Régie de l'assurance-dépôts du Québec. Toutefois la Régie doit permettre à la société de se faire entendre dans les 15 jours suivant la suspension ou la révocation du permis.

Membres
du conseil
de surveil-
lance.

199. Les membres du conseil de surveillance d'une caisse qui a été continuée en société d'entraide économique sont les membres du conseil de surveillance de la société jusqu'à ce qu'ils soient remplacés.

Solde du
compte de
surplus et
de la ré-
serve gé-
nérale.

200. Le solde du compte de surplus et celui de la réserve générale d'une caisse d'entraide économique font partie à la date de sa continuation en société régie par le titre II du compte des bénéfices non répartis de la société.

Trop-
perçus.

Les trop-perçus de la caisse continuée en société sont affectés, dans la proportion visée dans le projet de transformation, au paiement de l'intérêt sur les sommes versées sur les parts sociales détenues immédiatement avant la continuation ou au paiement de ristournes aux déposants ou emprunteurs comme si la société était encore une caisse. L'excédent de ces trop-perçus fait également partie du compte des bénéfices non répartis de la société.

Nomina-
tion d'un
adminis-
trateur
à la Fédé-
ration.

201. Le ministre peut, pour la période qu'il détermine, nommer un administrateur à la Fédération des caisses d'entraide économique du Québec; ce dernier remplace le conseil d'administration, la commission de crédit, le conseil de surveillance et l'assemblée générale de la Fédération et en exerce les pouvoirs.

Durée du
mandat.

L'administrateur demeure en fonction jusqu'à l'expiration de la période pour laquelle il a été nommé, à moins que le ministre ne prolonge son mandat ou n'y mette fin plus tôt.

Rapports
de l'adminis-
trateur.

202. L'administrateur doit, dans les sept jours qui suivent l'expiration de toute période de trois mois, faire au ministre un rapport sommaire de ses activités pour cette période. Il doit de plus, à l'expiration de son mandat, faire au ministre un rapport complet de son administration.

Frais de
l'adminis-
tration.

Les frais, honoraires et déboursés de l'administration sont à la charge de la Fédération à moins que le ministre n'en ordonne autrement.

Statut cor-
poratif de
la Fédéra-
tion.

203. Le statut corporatif de la Fédération des caisses d'entraide économique du Québec n'est pas touché par la continuation des caisses d'entraide économique en sociétés d'entraide économique régies par le titre II.

Membres
auxiliaires. Les caisses ainsi continuées deviennent des membres auxiliaires de la Fédération des caisses d'entraide économique du Québec.

Frais à la
charge de
la Fédération.
204. Le gouvernement peut déterminer tout ou partie des frais requis pour l'application de la présente loi qui sont à la charge de la Fédération des sociétés d'entraide économique du Québec.

Quote-part
des sociétés.
La Fédération peut déterminer la quote-part de ces frais que chacune des sociétés doit lui payer.

L.R.Q.,
c. C-4,
a. 25, mod.
205. L'article 25 de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4) est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

Prise d'ef-
fet de la
démission.
«La démission du membre ne prend effet qu'à compter du remboursement total de ses parts sociales et de son épargne.»

Interpré-
tation.
Toutefois, le deuxième alinéa de l'article 25 de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit doit, pour la période comprise entre la date de l'entrée en vigueur du présent article et le 1^{er} février 1982, se lire sans les mots «et de son épargne» lorsque le deuxième alinéa de cet article s'applique à une caisse d'entraide économique.

Maintien
de l'enre-
gistrement
de certains
régimes.
206. Un régime enregistré de retraite, d'épargne-retraite, d'épargne-logement ou d'intéressement différé ou un fonds enregistré de revenu de retraite dont les fonds sont, avant le 28 février 1982, investis dans des parts sociales d'une caisse d'entraide économique ne perdent pas leur enregistrement aux fins de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) du seul fait de la conversion, conformément au titre I, des parts sociales en actions d'une société d'entraide économique et en dépôts auprès de cette société conformément au titre I.

Placements
admis-
sibles.
Les actions provenant de la conversion sont des placements admissibles aux fins de ces régimes.

Régime
enregistré
d'épargne-
retraite.
207. Lorsqu'un régime enregistré d'épargne-retraite est révisé ou modifié et que le régime qui en résulte ne répond plus aux exigences de l'article 909 de la Loi sur les impôts relatives au paiement des prestations en raison du fait que, dans une année d'imposition, le bénéficiaire a atteint l'âge de 71 ans et que les fonds qui étaient, en totalité ou en partie, des parts sociales d'une caisse d'entraide ne lui ont pas été remboursés ou autrement payés dans cette année, ce bénéficiaire est réputé n'atteindre l'âge de 71 ans que dans l'année où tous les dépôts du fonds deviennent exigibles.

Déduction
relative
aux actions
de la so-
ciété.
208. Un contribuable qui, lors de la continuation d'une caisse d'entraide en société d'entraide économique régie par le titre II,

reçoit des actions du capital-actions d'une société d'entraide économique peut déduire de son impôt autrement payable en vertu de la partie I de la Loi sur les impôts pour l'année d'imposition 1981, un montant n'excédant pas 25% de la valeur nominale de ces actions dans la mesure où ces actions résultent de la conversion de parts sociales d'une caisse souscrites avant le 23 août 1981 et payées avant le 30 novembre 1981.

Deduction relative à certains régimes enregistrés.

Aux fins de cette déduction, le bénéficiaire ou le souscripteur d'un régime enregistré de retraite, d'épargne-retraite, d'épargne-logement ou d'intéressement différé peut également déduire le montant admissible en déduction en vertu du premier alinéa.

Etalement des déductions.

209. Si le montant que peut déduire le contribuable en vertu de l'article 208 excède le montant de son impôt autrement payable, en vertu de la partie I de la Loi sur les impôts, pour l'année d'imposition 1981, il peut déduire de son impôt autrement payable en vertu de cette partie pour les années d'imposition subséquentes, un montant n'excédant pas le montant qu'il pouvait déduire pour l'année d'imposition 1981 moins l'ensemble de ceux qu'il a déjà déduits pour les années d'imposition antérieures.

Deduction d'une action du capital-actions.

210. Une action du capital-actions d'une société d'entraide économique qu'un particulier décrit dans l'article 965.7 de la Loi sur les impôts a reçue lors de la continuation d'une caisse en société d'entraide économique régie par le titre II est, pour l'année d'imposition 1982, admissible aux fins de la déduction prévue par cet article 965.7.

Deduction relative à l'acquisition d'actions de certains régimes enregistrés.

Le particulier décrit dans cet article 965.7 qui acquiert, dans l'année d'imposition 1982, des actions d'une société d'entraide économique provenant d'un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est le bénéficiaire ou le souscripteur ou d'un régime enregistré d'épargne-logement, d'un régime d'intéressement différé ou d'un régime de retraite dont il est bénéficiaire peut également se prévaloir pour cette année d'imposition de la déduction prévue par l'article 965.7 de cette loi; les actions sont réputées, aux fins de la déduction, acquises à leur valeur nominale.

L.R.Q., c. I-3, a. 965.1, mod.

211. L'article 965.1 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Fédération d'organismes.

«L'arrangement mentionné au premier alinéa peut également être conclu avec une fédération d'organismes régis par une loi mentionnée dans le paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 965.4 ou dans les paragraphes *b* ou *c* de l'article 965.5, relativement à la garde de certaines des actions visées dans ce premier alinéa qui sont émises par un organisme régi par une telle loi.».

L.R.Q.,
c. I-3,
a. 965.5,
mod.

212. L'article 965.5 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

«c) une société d'entraide économique régie par la Loi sur les sociétés d'entraide économique (1981, chapitre 31).»

L.R.Q.,
c. I-3,
a. 965.6,
mod.

213. L'article 965.6 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *b* par ce qui suit:

Action ou
part ad-
missible à
un régime
d'épargne-
actions.

«**965.6** Peut également faire l'objet d'un régime d'épargne-actions une action ou part d'un particulier, autre qu'une part d'admissibilité à titre de membre, appelée dans le présent titre et l'article 1049.1 une «action»:

a) émise par un organisme régi par une loi mentionnée dans le paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 965.4 ou les paragraphes *b* ou *c* de l'article 965.5;».

Créance de
la société.

214. Une société d'entraide économique peut, pour le remboursement de toute créance qu'elle détient, au moment de la continuation, contre un actionnaire ou un déposant qui était, avant la continuation, un membre, retenir les deniers qu'elle peut lui devoir et en faire compensation.

Applica-
tion,
L.R.Q.,
c. V-1.

215. Aux fins de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1), une société d'entraide économique est réputée être une corporation décrite dans le paragraphe *a* de l'article 113 de cette loi.

Sommes
requises.

216. Les sommes requises pour l'application de la présente loi pour les exercices financiers 1981-1982 et 1982-1983 sont prises à même le fonds consolidé du revenu et pour les années subséquentes à même les sommes votées annuellement par la Législature.

Ministre
respon-
sable.

217. Le ministre des Institutions financières et Coopératives est chargé de l'application de la présente loi.

Effet,
aa. 1 à 7.

218. Les articles 1 à 7 ont effet depuis le 30 novembre 1981.

Effet,
a. 197.

219. L'article 197 a effet depuis le 15 novembre 1981.

Applica-
tion,
aa. 206 et
207.

220. Les articles 206 et 207 s'appliquent à l'année d'imposition 1981 et aux années d'imposition subséquentes.

Applica-
tion,
aa. 209,
211 à 213.

221. Les articles 209 et 211 à 213 s'appliquent à l'année d'imposition 1982 et aux années d'imposition subséquentes.

Rapport et
recommen-
dations du
ministre.

222. Le ministre des Institutions financières et Coopératives doit, dans les 3 ans de l'entrée en vigueur de la présente loi, faire un rapport à la Commission des Institutions financières et Coopératives sur l'application de la présente loi et faire des recommandations sur l'opportunité de maintenir l'application des dispositions de la présente loi ou de les modifier.

Entrée en
vigueur.

223. La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toutes dates ultérieures fixées par proclamation du gouvernement.

Entrée en
vigueur.

Toutefois, l'article 197, le premier alinéa de l'article 205 et l'article 219 entrent en vigueur le jour de la sanction de la présente loi.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Articles</i>
TITRE I — Transformation des caisses d'entraide économique	
CHAPITRE I — Application	1
CHAPITRE II — Projet de transformation	2
CHAPITRE III — Assemblée de transformation	8
CHAPITRE IV — Requête de continuation	23
CHAPITRE V — Dispositions particulières	30
TITRE II — Sociétés d'entraide économique	
CHAPITRE I — Administration	37
CHAPITRE II — Définitions	42
CHAPITRE III — Application	43
CHAPITRE IV — Objets et dénomination sociale	47
CHAPITRE V — Capital-actions	49
CHAPITRE VI — Détention des actions	57
CHAPITRE VII — Conseil d'administration	
Section I — Dispositions générales	62
Section II — Pouvoirs et devoirs	65
Section III — Réunion	68
Section IV — Révocation d'un administrateur	71
Section V — Dispositions particulières	74
CHAPITRE VIII — Commission de crédit	79
CHAPITRE IX — Conseil de surveillance	82
CHAPITRE X — Dirigeants	95
CHAPITRE XI — Opérations financières	
Section I — Dépôts	98
Section II — Endettement en dépôts	100
Section III — Prêts	104
Section IV — Placements	112
Section V — Emprunts	119
Section VI — Liquidités	124

CHAP. 31	<i>Sociétés d'entraide économique</i>	1981
CHAPITRE XII	— Rapport annuel	130
CHAPITRE XIII	— Divulgence financière	133
CHAPITRE XIV	— Vérification	136
CHAPITRE XV	— Inspection	145
CHAPITRE XVI	— Administration provisoire	150
CHAPITRE XVII	— Fusion et liquidation	156
TITRE III	— Fédération des sociétés d'entraide économique du Québec	
CHAPITRE I	— Dispositions générales	162
CHAPITRE II	— Objets	167
CHAPITRE III	— Pouvoirs et devoirs	168
CHAPITRE IV	— Cotisations	179
CHAPITRE V	— Fonds de liquidités	182
CHAPITRE VI	— Dispositions diverses	189
TITRE IV	— Règlements	190
TITRE V	— Infractions et peines	192
TITRE VI	— Dispositions diverses et transitoires	196